



Communiqué de presse

Mercredi 12 août 2026

À DEUX SEMAINES DE LA RENTRÉE SCOLAIRE, LA MAIRIE SE PRÉPARE À EXPULSER DEUX BIDONVILLES À DOULON REVENANT SUR UN ENGAGEMENT PRIS AUPRÈS DES FAMILLES : LA HONTE !

**Soutien aux familles menacées d'expulsion qui appellent à manifester
vendredi 14 août 2026 à 14h devant la Mairie de Nantes**

Nous apprenons avec colère et incompréhension que la mairie se prépare à expulser deux bidonvilles à Doulon ce lundi 17 août 2026, sans aucune solution pour les familles mises à la rue.

Ces familles vivent, travaillent et scolarisent leurs enfants dans le quartier depuis plus de sept ans. Cela fait des jours et des jours que ces familles sont harcelées quotidiennement par la police qui vient leur dire de partir.

Une fois de plus, c'est en plein mois d'août que la mairie et la préfecture veulent intervenir. Lorsqu'une partie des familles est en vacances en Roumanie, pendant que l'autre se prépare à amorcer un nouveau travail saisonnier : les vendanges et récoltes maraîchères.

Pourtant, on se souvient bien que la mairie s'était engagée à n'expulser aucun des terrains du Vieux Doulon sans solution de relogement.

L'année dernière, la mobilisation des familles, de Roata et bien d'autres a permis de mettre en échec l'expulsion qui ne respectait pas la loi.

À nouveau, aucun état des lieux n'a été fait alors que parmi les habitant·es de ces bidonvilles se trouvent des personnes en situation de handicap. De nouveau, non seulement la mairie semble ne pas vouloir respecter sa parole, mais en plus se met dans l'illégalité.

À nouveau, les familles et associations sur place (Roata est notamment en lien avec ces familles) sont disposées à une discussion officielle et constructive.

À quelques centaines de mètres, il y a déjà les familles qui ont vu toutes leurs affaires brûler dans l'incendie du 20 juillet et qui n'ont trouvé refuge dans un gymnase que 6 jours seulement. Cela a suscité la répréhension de plusieurs associations. A ce jour, les familles se retrouvent sans solution d'hébergement pour la plupart, n'ont plus de véhicule pour aller travailler.

Nous demandons la fin du silence coupable des élu·es interpellé·es depuis des mois et le respect de l'engagement pris auprès de ces familles :

**PAS D'EXPULSION SANS SOLUTION, UN TOIT C'EST UN DROIT
NON À LA MISE À LA RUE DES FAMILLES À DEUX SEMAINES DE LA RENTRÉE SCOLAIRE !**